

Mobilisations dans les facs : Montpellier, Perpignan, Lille, Strasbourg...

vendredi 30 mars 2018, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2018).

Sommaire

- [Montpellier : après la violent](#)
- [Fac de Montpellier : le \(...\)](#)
- [À l'université de Perpignan](#)
- [Les nervis d'extrême droite](#)
- [Le mouvement étudiant prend](#)

Montpellier : après la violente agression de nervis à la fac de droit, la mobilisation continue

Retour sur les récents « événements » à Montpellier, où s'est aujourd'hui déroulée une assemblée générale regroupant 2500 personnes.

Jeudi 22 mars, après la manifestation réussie de soutien aux cheminotEs et à la fonction publique (au moins 8000 personnes dans la rue avec en tête un important cortège de la jeunesse) une AG se tenait à la fac de droit à l'appel de l'interprofessionnelle de l'éducation notamment. Plus de 700 personnes se sont pressées dans un amphi de la fac de droit, étudiantEs, lycéenEs, personnels de l'éducation... Après discussion, l'AG a voté l'occupation de l'amphi et la tenue sur place le lendemain d'une nouvelle AG.

Commando fasciste

Le doyen a alors indiqué qu'à partir de 20h 30 il ferait appel à la police... sans suite.

Alors que dans l'amphi, tout se passait calmement, dans le hall le doyen, entouré de quelques étudiantEs et profs, s'énervait contre les occupantEs. Toutes les portes et issues étaient fermées par l'administration, et seule la porte d'entrée principale était tenue par les grévistes.

C'est juste après minuit que le doyen a fait une brève apparition, avec quelques étudiants, par une porte de l'amphi comptant les présents dans l'amphi. Immédiatement après 4 hommes cagoulés munis de barre de bois, de gants de frappe, sont entrés dans l'amphi, agressant avec une violence inouïe les occupantEs, s'acharnant sur eux.

Ce commando fasciste, comptant au total une dizaine de personnes, avec parmi elles selon plusieurs témoignages des enseignants de la fac de droit, a poursuivi les étudiantEs qui essayaient de sortir, continuant à les tabasser sauvagement et utilisant même un taser.

Quatre étudiantEs ont été sérieusement blessés, dont un de nos camarades du NPA, et une quinzaine plus légèrement.

Le commando a quant à lui été tranquillement exfiltré par une issue de secours avec la complicité de la police.

La riposte s'organise

Dès le lendemain, avec la circulation sur les réseaux sociaux de la vidéo sur cette agression, un rassemblement de plus de 1000 étudiantEs et personnels se tenait devant la fac de droit et se dirigeait vers la préfecture aux cris de « Petel [le doyen de la fac] démission » et « Pas de fachos dans nos facs ». Une délégation a été longuement reçue par le préfet et la rectrice.

Des communiqués ont été publiés, par l'intersyndicale de l'enseignement supérieur, par Solidaires 34, dont le responsable était sur place ce soir là, par des organisations politiques... La ministre Frédérique Vidal s'est fendue d'un communiqué et a diligenté une enquête de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation et de la recherche.

Le parquet a ouvert une enquête pour « des faits de violences en réunion et avec arme ».

Dans la foulée, le doyen Petel présentait sa démission. Il faut dire que les propos tenus devant les caméras n'avaient fait qu'aggraver son cas : solidarité avec les agresseurs, fierté quant à l'intervention.

La lutte continue

Ce lundi la fac de droit était fermée administrativement. Plus de cent personnes étaient présentes pour affirmer « Je suis Petel »... Solidement encadrées par les groupuscules d'extrême droite Génération identitaire et la Ligue du Midi, elles ont fait face à plusieurs dizaines d'étudiantEs du Comité de mobilisation de droit et sciences politiques, qui réclament que toute la lumière soit faite. Même celles et ceux qui ne sont pas forcément en grève estiment que c'est impossible que les cours puissent reprendre dans cette fac avec des profs et/ou chargés de TD impliqués dans cette agression.

L'enquête judiciaire débute, des plaintes ont été déposées. Les agresseurs et leurs complices doivent être démasqués et condamnés.

Mais les grévistes ne vont pas se laisser enfermer dans la confrontation avec les milices fascistes. Les images ont fait le tour des médias, mais elles ne doivent pas faire oublier ce qui se joue : à Montpellier ce sont des fascistes qui s'opposent violemment au mouvement, à Bordeaux ou Strasbourg ce sont les forces de police qui délogent les grévistes.

Le mouvement contre l'installation de la sélection s'enracine à Montpellier, la commission de mobilisation de la fac de lettres toujours bloquée réunit régulièrement plus de 80 personnes et travaille en commissions, la jonction avec les autres sites universitaires et les lycées est établie, celle avec les autres luttes est au menu, notamment autour du 3 avril avec le début de la grève des cheminots. AG et manifs sont prévues dans la semaine.

Car nous savons bien que c'est toutes et tous ensemble que nous pourrons gagner.

CorrespondantEs

contre les violences policières, dénonçant notamment le fait que la fac ne s'est pas positionnée sur les événements de Montpellier. Mais également sur le fait que la présidence aurait étouffé des cas d'agressions sexuelles au sein de l'établissement. Ont été soulevées également les questions du soutien aux autres mobilisations étudiantes, de la sélection et même celle de se joindre au mouvement social, en général.

Une centaine de personnes étaient présentes. Une participation modeste mais il y a bien longtemps qu'il n'y avait pas eu la moindre mobilisation sur l'Université de Perpignan, par ailleurs de petite taille. Une partie des étudiantEs occupent un amphi pour y tenir une AG, une autre devait aller envahir la CFVU qui se tenait à ce moment-là pour réclamer des prises de position claires de condamnation de la part de la présidence de l'Université.

Les nervis d'extrême droite attaquent aussi les étudiantEs à Lille

Depuis plusieurs semaines les étudiantEs se révoltent contre la politique de notre gouvernement. Ces réactions prennent la forme d'Assemblées Générales, de manifestations, de blocages de facs... La mise sous tutelle de l'État de la fac du Mirail à Toulouse est une démonstration que l'État s'inquiète de ces révoltes et met tout en œuvre pour nous stopper avec une répression qui s'amplifie.

La répression policière a posé ses marques un peu partout de façon violente ; à Grenoble, à Bordeaux... Dans le même temps, l'extrême droite, particulièrement décomplexée, ne se gêne plus pour aller tabasser des étudiantEs. Ce qui s'est passé à Montpellier est très significatif de la situation et cela continue à plusieurs endroits.

A Lille, suite à diverses AG, s'est tenu un rassemblement lundi soir devant la fac de droit (Lille 2), avec environ 200 personnes. Ce soir-là des militantEs d'extrême droite sont venus tabasser des étudiantEs venuEs assister à l'évènement. Une solidarité s'est créée avec les habitants du quartier venu secourir les victimes.

En réaction à ces violences, un autre rassemblement s'est tenu mardi contre les interventions policière et fasciste dans nos facs. Les étudiantEs se sont à nouveau réuniEs au même endroit malgré le fait que des militantEs d'extrême droite traînaient toujours dans les parages. Une AG s'est ensuite tenue avec environ 200 personnes afin de discuter des évènements et de la suite du mouvement.

Durant l'AG, des militantEs d'extrême droite (environ une quinzaine) se sont réuniEs devant le bâtiment de la faculté, prêtEs à venir attaquer et intimider les étudiantEs. Les personnes présentes les ont rapidement fait dégager. L'AG a continué, avec des propositions pour continuer ce mouvement comme la manifestation du 28 mars contre les violences policières et fascistes.

Néanmoins, cela montre que les politiques de ce gouvernement antisocial, qui instaure la casse de nos conditions d'étude, de vie et de travail (de la sélection, aux cheminotEs, aux hôpitaux à la loi asile et immigration) laisse la voie totalement libre à l'extrême droite qui se sent ici chez elle.

Le seul moyen de rappeler que ni l'extrême droite, ni les politiques du gouvernement n'ont pas leur place, c'est de sortir touTEs ensemble dans la rue ! Et pour ça, nous devons montrer qu'on peut

gagner si l'on se met touTEs dans la bagarre ; Macron attaque sur tous les plans ; ripostons tous ensemble ! Continuons à nous organiser, rejoignons les cheminotEs le 3 avril, il ne suffira pas d'une date pour faire reculer ces politiques, mais de centaines de milliers déterminés qui descendent dans la rue.

Ensemble, nous pouvons faire plier le gouvernement !

Correspondante

Le mouvement étudiant prend forme à Strasbourg

Le mouvement étudiant prend forme à Strasbourg depuis le 22 mars, journée de mobilisation nationale contre la casse du service public et la contre-réforme de la SnCF. La journée de mobilisation débute à 6h30 devant le Lycée Marie Curie où des lycéen.ne.s et étudiant.e.s organisent le blocage de l'établissement pour protester contre la destruction prévue de l'enseignement public tel qu'on le connaissait. Un cortège de 300 jeunes part débrayer d'autres lycées et la faculté pour faire la jonction avec la manifestation intersyndicale de 14h. À son issue, lycéen.ne.s et étudiant.e.s retournent en cortège au Palais Universitaire, l'occupent et se préparent à devoir défendre le bâtiment contre la police qui, comme prévu, sera appelée par la présidence de l'université pour déloger les étudiant.e.s. L'expulsion est violente et donnera lieu à des dégradations par les forces de l'ordre que l'Université de Strasbourg essaiera de faire passer sur le compte des occupant.e.s. Les étudiant.e.s et lycéen.e.s qui, pour beaucoup, étaient mobilisé.e.s depuis le matin finiront à 22h devant la gare de Strasbourg dans un bel exemple de convergence des luttes. « So-So Solidarité avec les cheminot.e.s ! »

Par la suite, la mobilisation étudiante se maintiendra à son niveau le plus haut depuis la mobilisation contre la Loi Travail. Assemblées de lutte de cinq heures, auto-formation sur les réformes incriminées, de street-medic, distributions de tracts sur les différents campus, campagnes d'affichages, apparition continue dans plusieurs UFR, projections de films sur les systèmes d'oppression et de domination... L'occupation d'un amphi du Palais universitaire est tolérée par le doyen pendant les horaires d'ouverture du bâtiment.

La direction a de nouveau été envahie jeudi 28 mars, suite à une AG qui a rassemblé entre 250 et 300 personnes. Les revendications qui y ont été présentées (banalisation des cours, possibilité de prolonger l'occupation de nuit, arrêt du contrôle des cartes étudiantes et arrêt de la présence policière sur le campus) se sont heurtées à un mur d'hypocrisie et de mépris de la part de la direction. Le soir même, six étudiant.es qui arrachaient des affiches du Bastion social — un bar ouvert par les néo-nazis — sur le campus se sont fait agresser et frapper par 15 membres du local fasciste. Une conférence de presse a été organisée le lendemain, ainsi qu'un départ en manifestation sauvage qui nous a menés devant le local. Slogans et tags ont accompagné des dialogues engagés avec les passants. Si le mouvement n'est pas encore numériquement très important, il est porté par une bonne dynamique ainsi que par le nombre important de nouveaux/elles militant.e.s, qui apportent leur fraîcheur dans un milieu militant parfois essoufflé. Nombre d'entre eux ont eu pour première expérience une manifestation de 5000 personnes suivie d'une occupation et de la construction de barricades, et constituent une nouvelle génération particulièrement porteuse de promesses.

Correspondants

P.-S.

* Mis en ligne les 27, 28 et 29 mars 2018 :

<https://npa2009.org/>